



ACCORD-CADRE N° 25_PREF971_010 APPEL D'OFFRES OUVERT

La procédure est passée en application des dispositions du Code de la Commande Publique :
Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code
de la commande publique.

La technique d'achat retenue en application des dispositions du Code de la Commande Publique :
Accord-cadre sans minimum et avec un maximum en valeur :

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

**Marché de prestation de service pour l'entretien, la
maintenance, la pose, la mise en drapeau ou le retrait
de barrages de protection contre les échouements
d'algues sargasses.**

Table des matières

Partie 1: Dispositions relatives à l'accord cadre.....	4
Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur.....	4
Article 2 : Objet et étendue de l'accord-cadre.....	4
2.1 Objet de l'accord cadre.....	4
2.2 Mode de passation.....	4
2.3 Forme et étendue de l'accord-cadre.....	4
2.4 Allotissement et montant maximum.....	5
2.5 Nomenclature communautaire.....	5
2.6 Variantes.....	5
2.7 Durée de l'accord-cadre.....	5
2.8 Lieux d'exécution.....	5
2.9 Groupement d'opérateurs économiques (Co-traitance).....	5
2.10 La sous-traitance.....	6
Article 3 : Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	6
Article 4 : Prix.....	7
4.1 Forme et contenu des prix.....	7
4.2 Prix définitifs.....	7
Article 5 : Modalités régissant les bons de commandes.....	8
5.1 Contenu des bons de commandes.....	8
5.2 Traçabilité du bon de commande.....	8
5.3 Modification / Annulation d'un bon de commande.....	8
Article 6 : Constatation de l'exécution et opérations de verifications.....	9
6.1 Opérations de vérifications et admissions.....	9
6.2 Garantie(s).....	9
Article 7 : Reporting des montants facturés.....	9
Article 8 : Obligations générales du titulaire et conditions particulières d'exécution.....	9
8.1. Respect des normes.....	10
8.2. Moyens humains et matériels.....	10
8.3. Protection de l'environnement.....	10
8.4. Respect des règles de sécurité.....	10
8.5. Délais.....	10
8.6 Planification des prestations de maintenance.....	10
8.7 Suivi.....	10
8.8 Réunions de pilotage.....	11
Article 9 : Confidentialité – Protection des données personnelles et mesures de sécurité.....	11
9.1 Confidentialité.....	11
9.2 Protection des données personnelles.....	11
9.3 Mesures de sécurité et accès aux locaux.....	12
Article 10 : Modifications de l'accord cadre.....	12
10.1 Clause de réexamen et modifications prévues (Article R 2194-1 du CCP).....	12
10.2 Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires (Article R 2194-2 du CCP).....	12
10.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire.....	13
10.3 Fusion - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution.....	13
Article 11 : Modalités de facturation et de paiement.....	13

11.1 Avance.....	13
11.2 Facturation.....	14
11.3 Délais de paiement.....	15
11.4 Retard de paiement et intérêts moratoires.....	15
Article 12: Nantissement des créances.....	16
Article 13. Prestations similaires.....	16
Article 14 : Pénalités de retard.....	16
14.1 Pénalités de retard.....	17
Article 15 : Assurances.....	17
Article 16 : Résiliation de l'accord cadre.....	17
16.1 Résiliation à la demande du titulaire pour événements liés au marché.....	18
16.2 Résiliation pour événements extérieurs au marché.....	18
16.3 Résiliation pour faute du titulaire.....	18
16.4 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	19
16.5 Autres motifs de résiliation.....	19
Article 17 : Pièces et attestations à fournir.....	19
17.1 Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	19
17.2 Dispositif d'alerte (Article L 8222-6 du code du travail).....	19
17.3 Liste nominative du personnel étranger.....	19
17.4 Obligations en matière de détachement des travailleurs (hors France).....	20
Article 18 : Développement durable.....	20
Article 19 : Clause ou stipulation réputée non écrite.....	20
.....	20
Article 20: Litiges et règlements des différents.....	21
DÉROGATIONS CCAG-FCS.....	21

Partie 1: Dispositions relatives à l'accord cadre

Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur

Désignation du pouvoir adjudicateur :

L'Etat,
Ministère de l'Intérieur,
Préfecture de la Région Guadeloupe
Monsieur le préfet de la région Guadeloupe
Rue Lardenoy
97100 BASSE-TERRE

Signataire du marché public :

Monsieur le Préfet de Guadeloupe

Article 2 : Objet et étendue de l'accord-cadre

2.1 Objet de l'accord cadre

Le présent marché est un marché de services.

La consultation a pour objet la prestation de service pour l'entretien, la maintenance, la pose, la mise en drapeau ou le retrait de barrages de protection contre les échouements d'algues sargasses, pour les services de l'État en Guadeloupe.

Le détail des prestations faisant l'objet du marché est précisé dans le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières.

2.2 Mode de passation

Le présent marché est un accord-cadre de service passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2-1

2.3 Forme et étendue de l'accord-cadre

2.3.1 Forme de la consultation

L'accord cadre est mono-attributaire. Il s'exécute par la passation de bons de commande au sens de l'article R2162-2.

L'émission de bons de commande s'effectue en application des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique

2.3.2 Etendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre issu de la présente consultation est conclu par le pouvoir adjudicateur représenté par la Direction des Achats du Secrétariat Général Commun de Guadeloupe.

2.4 Allotissement et montant maximum

Les prestations demandées dans le cadre de ce marché se décomposent en un lot unique

Justification du non allotissement.

En application de l'article L.2113-1, il est établi que le non allotissement est motivé par le fait que la dévolution en lots séparés des prestations associées au présent marché est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Montant maximum HT sur la durée théorique de 4 ans au sens de l'article R2162-4 -2° du code de la commande publique : 400 000€ HT

2.5 Nomenclature communautaire

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classification principale	Libellé	Lots
50246300-4	Service de réparation et d'entretien de structures flottantes	1, 2, 3 et 4

2.6 Variantes

Les variantes **ne sont pas autorisées**.

2.7 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification. Il est reconductible trois (3) fois par période de douze (12) mois par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

La décision de non-reconduction s'opère sur décision écrite du pouvoir adjudicateur ou du Titulaire dans les trois (3) mois avant le terme de la période d'exécution en cours.

La décision de non-reconduction du pouvoir adjudicateur ne s'analyse pas en une résiliation et ne donnera pas lieu à indemnisation du titulaire .

Les bons de commande émis pendant la durée de validité de l'accord cadre peuvent s'exécuter quatre mois après la date limite de celui-ci.

2.8 Lieux d'exécution

Lieu d'exécution des prestations : zones maritimes de Guadeloupe :

Les sites actuellement équipés en barrages sont :

- entre la Pointe à Donne à Baie-Mahault et Arnouville à Petit-Bourg,
- baie de Pompierre à Terre-de-Haut

D'autres sites devraient être équipés prochainement, comme :

- plage de Grande-Anse à Terre-de-Bas
- bourg de Capesterre-de-Marie-Galante
- plage du Souffleur à la Désirade

Pour information, les barrages, actuellement sous maîtrise d'ouvrage Etat, pourront être rétrocédés progressivement aux collectivités concernées. Le cas échéant, le prestataire sera informé.

2.9 Groupement d'opérateurs économiques (Co-traitance)

Dans le cadre du présent marché, les candidats peuvent se présenter individuellement ou sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément à l'article R2142-20 du code de la commande publique.

En application de l'article R2142-21, les candidats ne peuvent présenter pour cet accord-cadre plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est, en application des dispositions de l'article R2142-24 du code de la commande publique, solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur pour l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de groupement, la recevabilité de la candidature est analysée pour chaque opérateur économique ; l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale.

En application de l'article 2142-23 du code de la commande publique, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

2.10 La sous-traitance

L'attributaire peut recourir à la sous-traitance lors de la passation de ce marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le sous-traitant est sous la responsabilité du titulaire pour la partie des prestations de son marché, dans les conditions fixées par celui-ci.

La sous-traitance totale est interdite.

La déclaration de sous-traitance intervient :

- soit au moment du dépôt de l'offre, le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- soit en cours d'exécution du marché.

Un acte spécial de sous-traitance (DC4) doit être présenté par le titulaire dans les deux cas.

Article 3 : Pièces constitutives de l'accord-cadre

Le marché public est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement ATTRI1 et son annexe ,SOIT :
 - annexes financière : BPU et DQE
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS) 2021 **en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence . Ce document, d'ordre général et les décrets s'y rapportant ne sont pas joints au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter ;**
- **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;**
- L'offre technique du Titulaire ;

Article 4 : Prix

4.1 Forme et contenu des prix

Le marché est à prix unitaires réparties selon les prestations listées dans le BPU.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur de l'exécution des services.

Les contenus des prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux prestations.

Les prix sont réputés comprendre :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les Prestations ;
- Les frais de formation initiale à l'utilisation des fournitures et à la réalisation des prestations;
- Tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport du matériel nécessaire à la prestation jusqu'au site concerné ;
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

4.2 Prix définitifs

Les prix sont fermes pour la première période. Par application de l'article R 2112-13 du Code de la Commande Publique; les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

Indices utilisés :

Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 -Identifiant : 001565183 sur le site internet de l'INSEE <http://www.indices.insee.fr>

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

Formule utilisée pour la première révision :

$$P1 = P0 \times (I1/I0)$$

P1 : prix de règlement après la 1ère révision

P0 : prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement ;

I1 : dernier indice mensuel publié avant la date d'effet de la révision sur le site de l' INSEE

I0 : indice mois de dépôt des offres ou dernier indice connu soit septembre 2024

Formule utilisée pour la 2 ème révision :

$$P2 = P1 \times (I2/I1)$$

P2 : prix de règlement après la 2ème révision

P1 : prix résultant de la 1ère révision ;

I2 : dernier indice mensuel publié avant la date d'effet de la révision sur le site de l' INSEE;

I1 : indice utilisé pour la précédente révision ou à défaut dernier indice du mois de dépôt des offres publié sur le site l' INSEE

Formule utilisée pour la 3ème révision :

$$P3 = P2 \times (I3/I2)$$

P3 : prix de règlement après la 3ème révision

P2 : prix résultant de la 2ème révision ;

I3 : dernier indice mensuel publié avant la date d'effet de la révision sur le site de l' INSEE ;

I2 : indice utilisé pour la précédente révision ou à défaut dernier indice du mois de dépôt des offres

publié sur le site l' INSEE

Modalités

La révision peut intervenir à la demande du service Achats ou du titulaire. Cette dernière doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception 30 jours avant l'application des nouveaux tarifs.

Adresse des demandes à l'initiative du titulaire :

Les demandes de révisions sont à adresser via le profil acheteur ou au courriel suivant :

sgc-achat@guadeloupe.gouv.fr

Lors de la révision des prix, une note indiquant le détail des calculs sera jointe.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou via le profil acheteur accompagné des éléments justificatifs.

Après acceptation, les nouveaux prix se substituent aux précédents, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Un courrier portant acceptation des nouveaux prix est notifié au titulaire.

Les nouveaux tarifs sont applicables pour les bons de commandes émis après la date d'anniversaire du marché.

Article 5 : Modalités régissant les bons de commandes

5.1 Contenu des bons de commandes

Le bon de commande est émis par le système d'information comptable du bénéficiaire (Chorus pour l'État).

Il en résulte que chaque bon de commande précise :

- la référence du marché ;
- le numéro du bon de commande (numéro Chorus pour l'État) ;
- le nom de la direction ou du service à l'origine de la commande ;
- le nom de l'agent passant commande ;
- le nom du service concerné par la prestation ;
- la nature de la prestation ;
- l'adresse de la prestation ;
- le prix unitaire H.T. figurant dans BPU ;
- le montant total H.T. de la commande ;
- le taux de TVA
- le montant total TTC de la commande ;
- l'adresse de facturation et l'indication du code service exécutant.

5.2 Traçabilité du bon de commande

Le titulaire accuse réception par voie électronique du bon de commande et doit communiquer au service émetteur du bénéficiaire :

- la date de réception du bon de commande,
- le numéro d'enregistrement interne au titulaire du bon de commande,
- le nom et le n° de téléphone de la personne chargée de suivre le bon de commande,
- à titre indicatif, la date de la prestation au moment de l'enregistrement de la commande par le titulaire,
- et toute autre information utile pour la bonne gestion du bon de commande, notamment erreurs ou omissions décelées.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai auprès du service des achats exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans le délai contractuel prévu pour l'exécution du bon de commande.

5.3 Modification / Annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande du service bénéficiaire, totalement ou

partiellement, selon les modalités décrites pour la traçabilité du bon de commande, dans les conditions suivantes :

- Un bon de commande peut être annulé ou modifié sans frais par le bénéficiaire sous réserve que l'annulation intervienne dans un délai de 7 jours calendaires maximum à compter de l'émission du bon de commande.
- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

Article 6 : Constatation de l'exécution et opérations de vérifications

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées au sein des services prescripteurs bénéficiant du marché par une personne dûment habilitée dans les conditions prévues au CCAG. Si les prestations ne correspondent pas aux spécifications du présent marché public, le pouvoir adjudicateur pourra mettre le titulaire en demeure de respecter ses engagements.

Article 7 : Reporting des montants facturés

Afin d'assurer le suivi d'exécution de l'accord-cadre et notamment le suivi du montant maximum, le titulaire de l'accord-cadre envoie trimestriellement à la cellule PULSAR un fichier de reporting des commandes facturées à compter de la date de notification de l'accord-cadre (date de début) et cela jusqu'à la fin de l'exécution du dernier bon de commande de l'accord-cadre (date de fin).

Les trimestres correspondent aux trimestres de l'année civile :

- T1 : Du 01/01 au 31/03
- T2 : Du 01/04 au 30/06
- T3 : Du 01/07 au 30/09
- T4 : Du 01/10 au 31/12

Le premier reporting ainsi que le dernier reporting de l'accord-cadre peuvent être proratisés, en lien avec la date de début et de fin de l'accord-cadre. La cellule PULSAR se réserve la possibilité de demander un reporting de clôture après la fin du marché pour tenir compte des délais de livraison et facturation.

Article 8 : Obligations générales du titulaire et conditions particulières d'exécution

Le Titulaire est tenu, tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, de se conformer à la réglementation en vigueur, notamment relatives à la protection des données à caractère personnel, quelles que soient ses évolutions. L'absence de référence expresse à une norme ou réglementation dans les pièces contractuelles n'exonère pas le Titulaire de son respect. Le Titulaire doit également se conformer aux règles de l'art et au principe d'impartialité et d'absence de conflits d'intérêt, notamment dans les conditions prévues par le présent CCAP. Les documents sont obligatoirement rédigés en langue française.

8.1. Respect des normes

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux normes techniques, aux réglementations environnementales et aux directives énoncées dans le CCTP. Le respect de ces normes est impératif pour garantir la sécurité des équipes et préserver le milieu naturel.

8.2. Moyens humains et matériels

Le titulaire doit mobiliser des équipes qualifiées et expérimentées pour assurer l'entretien et la maintenance des barrages. Il est également tenu de mettre à disposition le matériel nécessaire (bateaux, équipements de levage, etc.) pour la sécurité et la performance des interventions.

8.3. Protection de l'environnement

Les interventions doivent être menées de manière à minimiser l'impact environnemental, en évitant toute contamination des eaux et en s'assurant que les opérations de nettoyage et de retrait n'endommagent pas les écosystèmes marins.

8.4. Respect des règles de sécurité

L'entreprise est responsable de la sécurité de ses employés et de toutes les personnes présentes sur le site d'intervention. Des consignes de sécurité strictes devront être appliquées et respectées.

8.5. Délais

Les prestations sont exécutées en fonction des besoins de l'État et selon un calendrier prévisionnel établi en début de contrat pour les opérations d'entretien et de maintenance courantes.

Pour les interventions d'urgence (barrage décroché ou endommagé), le candidat devra être en capacité d'intervenir dans les 72h maximum.

Pour la mise en drapeau, le retrait ou la pose des barrages, le délai d'exécution est fixé à 3 semaines. Les réunions de pilotage régulières permettront d'anticiper les poses ou déposes.

8.6 Planification des prestations de maintenance

La planification des prestations de maintenance est effectuée par le Titulaire dans son offre. Il présente cette planification lors de la réunion de lancement et l'adapte en fonction des besoins.

En cas d'évolution de l'ouvrage et des besoins, le titulaire pourra être sollicité à tout moment pour des conseils et une adaptation de la planification.

8.7 Suivi

Le titulaire désigne, pour l'exécution et le bon fonctionnement du marché, un interlocuteur unique pour le service Achats, qui dispose du savoir-faire et qui a compétence, qualité et autorité pour assurer notamment la conduite, la direction, la coordination, la gestion et le bon fonctionnement de l'accord-cadre.

Il dispose des pouvoirs nécessaires afin de prendre toute décision requise par la situation.

Il assure notamment :

- le suivi des prestations ;
- le suivi opérationnel ;
- l'organisation et le pilotage de réunions ;
- le suivi de la facturation ;
- le conseil en vue de l'optimisation des prestations commandées

Il est joignable et disponible du lundi au vendredi de 8h à 17h. En cas d'absence, le titulaire désigne un remplaçant ayant le même niveau d'expertise.

Toute non-conformité observée dans l'exécution du marché par le pouvoir adjudicateur ou son représentant donne lieu à un signalement au Titulaire par le service Achats,

Le titulaire est tenu de répondre pendant toute la durée du marché aux signalements de non-conformité. Un délai de réponse maximum de 10 jours est admis. La réponse est adressée à l'acheteur référent. Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, ou en cas de non-réponse et/ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution est envoyée au Titulaire. Le courrier de mise en demeure spécifie le risque de résiliation encouru et invite le titulaire à présenter ses observations. A l'issue de ce délai et en cas de mise en demeure restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

8.8 Réunions de pilotage

Une réunion de démarrage est prévue au cours de laquelle, le titulaire, et les prescripteurs référents échangent sur les modalités opérationnelles d'exécution du marché.

Des réunions de suivi (en visio ou en présentiel) sont prévues bimensuellement au cours desquelles le titulaire, et les prescripteurs référents échangent sur les modalités opérationnelles d'exécution du marché.

À l'issue des réunions, le titulaire soumet au prescripteur un projet de compte-rendu rédigé en français dans un format électronique modifiable pour relecture, remarques et acceptation dans les cinq (5) jours ouvrés.

Article 9 : Confidentialité – Protection des données personnelles et mesures de sécurité

9.1 Confidentialité

Le titulaire de l'accord-cadre reste tenu à une stricte obligation de confidentialité pour toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance .

Le titulaire s'engage à cet égard, à obliger son personnel à la plus grande discrétion dans le cadre des prestations qu'il effectuera.

Toutes les informations et tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal).

Cette obligation de confidentialité se poursuivra après l'expiration du présent marché sans limitation de durée.

9.2 Protection des données personnelles

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les candidats sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de la présente procédure de passation et dans le cadre de l'exécution du présent marché public sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Description du traitement faisant l'objet de l'accord-cadre (Voir annexe du présent CCP)

9.3 Mesures de sécurité et accès aux locaux

Le personnel du Titulaire, ses collaborateurs et sous – traitants ont accès aux locaux des services de l'État qui sont bénéficiaires du marché sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent sur simple demande pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés.

Les services de l'État bénéficiant du marché, représentés par le pouvoir adjudicateur se réservent le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

Le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des mesures de sécurité précitées dans le présent article. Sans objet

Article 10 : Modifications de l'accord cadre

10.1 Clause de réexamen et modifications prévues (Article R 2194-1 du CCP)

Par application de l'article R 2194-1, l'accord-cadre peut être modifié via une procédure de réexamen dans les cas suivants :

- Afin de prévoir éventuellement les conditions de rétrocession de certains barrages à une des collectivités concernée ;
- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant le retrait ou l'adjonction de nouvelles prestations au marché ;
- En cas de révision exceptionnelle des prix du marché ;
- En cas d'évènements imprévisibles (intempéries, avaries etc) nécessitant des interventions de maintenance supplémentaires. Un avenant est conclu de manière temporaire et prévoit le cas échéant une clause de revoyure afin que la situation soit réévaluée régulièrement.

L'initiative de cette procédure peut venir du Pouvoir Adjudicateur ou du Titulaire (sur demande justifiée).

Le dossier contient notamment, s'il y a lieu :

- Les justificatifs techniques et/ou fonctionnels des liens directs entre les prestations modifiées/ajoutées et les prestations présentées à l'accord-cadre,
- Les caractéristiques techniques des prestations ajoutées ou modifiées ;
- Les justificatifs tarifaires conformément aux dispositions ci-avant,
- L'annexe « BPU » mise à jour.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché.

10.2 Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires (Article R 2194-2 du CCP)

Le marché peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-3, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial, à condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.

Il est précisé que ces modifications ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence. L'initiative de cette démarche sera dûment justifiée et doit être approuvée par les deux parties. L'accord de volonté est matérialisé par la signature d'un avenant. Le montant de la modification prévue à l'article R. 2194-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du marché initial.

10.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;

- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires (RIB) ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par le pouvoir adjudicateur .

Le Titulaire adresse au Service Achats dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis et une lettre explicative mentionnant ce changement à l'adresse suivante : sgc-achat@guadeloupe.gouv.fr .

10.3 Fusion - Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale et avant tout transfert, le Titulaire doit avertir le pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités. Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Le Titulaire adresse au Service Achats dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant les justificatives associées à ce changement à l'adresse suivante : sgc-achat@guadeloupe.gouv.fr .

Article 11 : Modalités de facturation et de paiement

11.1 Avance

Une avance peut-être accordée au titulaire du marché conformément aux dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.

Pour chaque bon de commande ayant un montant supérieur à 50 000 € HT et un délai d'exécution supérieur à 2 mois, l'avance est accordée au titulaire sauf refus exprimé dans l'acte d'engagement associé au marché.

Son assiette est calculée conformément aux modalités prévues à l'article R2191-7 du code de la commande publique. Son taux est fixé à 30 % dans les cas suivants :

- Le Titulaire est une petite et moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises](#) ;
- Le Titulaire est un artisan au sens de [l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce de l'artisanat](#).

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le remboursement de l'avance s'effectue lors de la facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci.

11.2 Facturation

11.2.1 Prérequis à la facturation de la prestation

Le « service fait » est requis pour le déclenchement de la facturation.

Le « service fait » signifie que la prestation objet du marché ou du bon de commande a été effectivement réalisée.

L'ordonnateur des paiements est : Monsieur le Préfet de la Région Guadeloupe

Le comptable assignataire des paiements ; Monsieur le Directeur Régional des Finances Publics à BASSE TERRE.

11.2.2 Mentions devant apparaître sur les factures dues à la prestation réalisée

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément aux dispositions de l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Aussi, les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- le code du service exécutant ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ou le numéro de l'engagement, le cas échéant ;
- la date de la facture ;
- la référence du marché ;
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ;
- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal à créditer; •
- la nature et description de la prestation réalisée ;
- le montant hors T.V.A de la prestation réalisée ;
- le taux et le montant de la T.V.A ;
- le montant total TTC de la prestation réalisée ;
- la date d'établissement de la facture;

Les factures relatives aux prestations réalisées sont transmises au service en charge de la facture désigné sur le bon de commande et reprennent de façon détaillée les prestations. Le détail peut faire l'objet d'un fichier distinct de la facture tout en l'accompagnant.

Les factures sont établies par bon de commande. Il ne pourra pas y avoir plus d'un bon de commande par facture.

11.2.3 Périodicité de l'émission des factures produites en raison des prestations réalisées

Les prestations sur BPU sont facturées au fur et à mesure de l'envoi et de l'exécution des bons de commande afférents.

Concernant les bons de commandes, la facturation est réalisée lorsque la prestation a été effectuée après vérification et admission. Elle mentionne le numéro du bon de commande.

Du montant de cette facture, qui fait apparaître la valeur totale du bon de commande, est déduit, le cas échéant, le montant des avances et des acomptes versés.

Au cas où une partie des prestations n'aurait pas été réalisée conformément aux stipulations du présent marché, le bénéficiaire se réserve la possibilité de mettre en œuvre un paiement partiel définitif de la commande.

11.2.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique;
- du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

En complément, et afin de ne pas retarder les paiements, le prestataire envoie par mail son projet de facture à la cellule PULSAR 1 semaine avant le dépôt sur CHORUS.

11.2.5 Envoi des factures à partir d'un système tiers

L'envoi des factures à partir d'un système tiers peut se faire :

- par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs.

L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

- en utilisant des web services (en mode API - Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

11.2.6 Utiliser le portail Chorus Pro

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>
et <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de leur entreprise, depuis le 1er janvier 2017 (pour les grandes entreprises et les personnes publiques) et le 1er janvier 2020 (pour les microentreprises).

11.3 Délais de paiement

Conformément à la réglementation applicable en matière de lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le paiement de l'avance intervient dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante (50) mille euros et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois.

Le paiement des acomptes et factures dues à la réalisation définitive de la prestation doit intervenir dans un délai global de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou à compter de la date d'admission des prestations si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le paiement est effectué sur demande de versement d'acomptes ou émission de factures dues à la réalisation de la prestation par le titulaire et, le cas échéant après attestation du service fait par le bénéficiaire.

Le paiement est effectué en euros par virement au compte ouvert au nom du titulaire.

L'ordonnateur, chargé d'émettre le titre de paiement est identifié sur le bon de commande.

11.4 Retard de paiement et intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement principal les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire sont calculés conformément au décret

n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Article 12: Nantissement des créances

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

Article 13. Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 le service des achats se réserve le choix de recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché passé après mise en concurrence.

Le nouveau marché conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial et doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouvelles prestations.

Article 14 : Pénalités de retard

Le titulaire devra respecter les prestations pour lesquelles il s'est engagé.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalités. Les pénalités sont applicables de plein droit, elles sont notifiées par le service des achats au titulaire du marché avec accusé de réception.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire ou d'appliquer des réfections.

Les pénalités sont précomptées sur le montant des factures à mandater ou, en cas de dépassement, par émission d'un titre de perception.

Lorsque le titulaire ne respectera pas les prestations contractuelles, l'acheteur l'invitera, par écrit, à présenter ses observations dans un délai de quinze jours sur les négligences constatées.

A défaut de réponse du titulaire dans le délai de quinze jours ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent conformément à l'article 14.2 du CCAG-FCS.

- Les pénalités sont plafonnées à 10 % du montant total du marché.

14.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées à 1/500 du montant du marché et calculée comme suit :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle :

- **P** = montant des pénalités
- **V** = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = nombre de jours de retard

Article 15 : Assurances

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage à souscrire, avant tout début d'exécution du marché, toutes les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante par une ou plusieurs compagnies solvables, la responsabilité qu'il peut encourir, soit de son fait, soit du fait des personnes travaillant sous sa direction, et des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses agents, et renonce à tout recours envers le pouvoir adjudicateur.

L'assurance couvre tant sa responsabilité civile, que sa responsabilité de dommages aux biens et à l'environnement, par des polices appropriées. Cette assurance couvre tous les risques de responsabilité civile inhérents à son activité professionnelle.

A tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation, établissant l'étendue de la responsabilité garantie, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Les polices d'assurances doivent mentionner le montant couvert par sinistre pour l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels causés par le titulaire. Toutes les franchises stipulées dans les polices d'assurance sont à la charge du titulaire.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le pouvoir adjudicateur, se réserve le droit soit

- De résilier le présent marché de plein droit et sans indemnité,
- De mettre en place des garanties appropriées au nom du titulaire, le montant de ces primes restant à la charge du titulaire du marché.

Article 16 : Résiliation de l'accord cadre

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire pour des événements liés au marché (1) soit pour faute du titulaire (2) soit dans le cas des circonstances particulières (3). Le Pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général (4).

16.1 Résiliation à la demande du titulaire pour événements liés au marché

❖ Difficulté d'exécution du marché :

Si le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations associées au présent marché, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le Pouvoir Adjudicateur résilie le marché.

❖ Ordre de service tardif :

Lorsque la résiliation est prononcée à la demande du titulaire par application de l'article 3.8.3 du CCAG, celui-ci est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution.

Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité

dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

16.2 Résiliation pour événements extérieurs au marché

❖ Décès ou incapacité civile du titulaire :

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

❖ Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

-En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'[article L. 622-13 du code de commerce](#), ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

-En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'[article L. 641-11-1 du code de commerce](#), ce dernier indique qu'il ne peut pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

❖ Incapacité physique du titulaire :

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché.

La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

16.3 Résiliation pour faute du titulaire

- En cas de non-respect des clauses contractuelles ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, le service Achats pourra résilier le marché public sans indemnité après avoir invité le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception à présenter ses observations dans un délai de 15 jours dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, le pouvoir Adjudicateur peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII dit « Résiliation » du Cahier des Clauses Administratives Générales en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

16.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG, Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas droit à une indemnité de résiliation

16.5 Autres motifs de résiliation

Le marché sera résilié sans indemnité et sans mise en demeure préalable aux torts du Titulaire :

- si titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG, ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
- si Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- si Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- si Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché (notamment les renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique) s'avèrent inexacts.

Article 17 : Pièces et attestations à fournir

17.1 Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

A défaut, l'accord-cadre est résilié dans les conditions prévues à l'article « résiliation » du présent CCAP.

17.2 Dispositif d'alerte (Article L 8222-6 du code du travail)

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le service Achats enjoint aussitôt au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux (2) mois à compter de cette mise en demeure pour apporter la preuve de la fin de la situation délictuelle, sans quoi, à l'issue de ces deux (2) mois, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

17.3 Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre au bénéficiaire, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 et affectés à la réalisation des prestations.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Conformément à l'article D 8254-4 du code du travail, cette liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail est adressée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.

En cas de non-respect de ces dispositions et après mise en demeure restée infructueuse pendant 2 jours, le bon de commande est annulé. Le manquement répété au présent article de la part du titulaire peut conduire à la résiliation du marché.

17.4 Obligations en matière de détachement des travailleurs (hors France)

Tout titulaire qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Il doit notamment adresser une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation et désigner un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents pendant la durée de la prestation.

À cet effet, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse au bénéficiaire, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi;
- Une copie du document désignant son représentant sur le territoire national.

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, le bénéficiaire vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

Article 18 : Développement durable

Le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment aux différents éléments mentionnés ci-dessous :

Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution du marché, le titulaire s'y conforme et communique au bénéficiaire les mesures mises en œuvre.

Dans tous les cas et sur simple demande du bénéficiaire, le titulaire communique, sans délai, les éventuels documents nécessaires justifiant le respect de la réglementation.

En cas de manquement, le titulaire encourt, d'une part, les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés, et, d'autre part, il s'expose à la résiliation pour faute du présent marché.

Article 19 : Clause ou stipulation réputée non écrite

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elles sont réputées non écrites, cependant que les autres stipulations de l'accord-cadre conservent toute leur force et leur portée.

Article 20: Litiges et règlements des différents

En cas de litige résultant de l'exécution de l'accord-cadre, la loi française est seule applicable. Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à l'application des clauses de l'accord-cadre est le tribunal administratif de Basse-Terre.

DÉROGATIONS CCAG-FCS

Clauses	Articles du CCAP qui dérogent aux CCAG/FCS	Articles des CCAG/FCS concernés
Pénalités	Article 14.1	Article 14-1
Résiliation pour motif d'intérêt général	Article 16.4	Article 42